

## Le parcours de Paul Kagame, l'homme fort du Rwanda



Tutsi, Paul Kagame naît le 23 octobre 1957 dans la commune de Tambwe, dans une province du Sud, du Rwanda. À quatre ans, en raison des persécutions contre les Tutsis, il quitte le pays avec sa famille, qui s'installe en Ouganda.

À 22 ans, en 1979, il rejoint les maquisards venus de Tanzanie sous la direction du futur président ougandais, Yoweri Museveni, dans un mouvement de résistance au régime d'Idi Amin Dada, soutenu par les États-Unis. En 1986, il obtient un poste de directeur adjoint des services de renseignement militaire de l'armée ougandaise.

En juin 1990, il est envoyé aux États-Unis pour un stage de commandement militaire.

Le 1<sup>er</sup> octobre 1990, venant d'Ouganda, le Front patriotique rwandais (FPR), formé dans les années 1980 par des exilés rwandais arrivés depuis 1959, entre au Rwanda par la force, après des négociations sans succès pour leur retour au pays, déclenchant ainsi la guerre civile rwandaise. Paul Kagame entre sur la scène internationale en prenant les commandes du FPR. De 1991 à 1993, il participe à la négociation des accords d'Arusha avec le président Juvénal Habyarimana, poussé à la discussion par l'ONU afin de mettre un terme à la guerre civile.

Avant ces négociations, lors d'un séjour à Paris du 17 au 23 septembre 1991, Kagame est arrêté par les services français pendant une douzaine d'heures pour terrorisme, juste après avoir été reçu par Jean-Christophe Mitterrand et Paul Dijoud, conseillers du Gouvernement français pour les Affaires africaines auprès de l'Élysée, ses accompagnateurs circulant avec des valises de billets et ayant été repérés par la police, sans que le Quai d'Orsay en ait été averti. Ils sont libérés le soir, après l'intervention du ministre des Affaires étrangères.

En 1994, après l'attentat contre le Président Juvénal Habyarimana, Kagame mène les troupes du FPR à la victoire militaire contre les Forces armées rwandaises et le gouvernement génocidaire.

À la suite de sa victoire militaire, le FPR établit un gouvernement d'unité nationale, sur la base des accords d'Arusha. Paul Kagame en est le vice-président et le ministre de la Défense. Il est considéré comme le dirigeant de facto du pays. Il chasse les dirigeants hutus ayant organisé et conduit le génocide des Tutsis. Ses opposants qualifient son régime de «tutsi», alors que cette référence est anticonstitutionnelle depuis l'adoption de la constitution de 2003. Il est aussi l'un des principaux acteurs de la première (1996-1997) puis deuxième guerre du Congo (1998-2002).

Après la démission du Président Pasteur Bizimungu le 23 mars 2000, Kagame lui succède comme président par intérim, avant d'être élu président de la République par le Parlement, le 17 avril suivant. À la suite de l'instauration d'une nouvelle constitution par référendum, il est élu au suffrage universel direct le 25 août 2003, avec 95 % des voix. L'ancien président de la République Pasteur Bizimungu a été emprisonné par la justice rwandaise pour quinze ans, six mois avant cette élection. Il est gracié trois ans plus tard par Kagame. On déplore la disparition de plusieurs opposants, des assassinats et des faits de maltraitance d'opposants pendant la campagne électorale. Le 9 août 2010, Kagame est réélu président du Rwanda avec 93 % des voix. À l'approche de cette élection présidentielle, plusieurs opposants sont assassinés. Un certain nombre d'associations, dont Reporters sans frontières, dénoncent «le climat de terreur, l'escalade de la répression contre les voix indépendantes et la dérive totalitaire au Rwanda».

En novembre 2015, il fait voter une modification constitutionnelle qui lui permet de se présenter à l'élection présidentielle de 2017. Fin décembre 2015, Kagame annonce qu'il sera effectivement

candidat à l'élection présidentielle de 2017. Cette décision lui permet théoriquement de rester au pouvoir jusqu'en 2034, et ce alors que de graves entorses à la démocratie sont constatées au Rwanda. Il est réélu pour un troisième mandat le 5 août 2017, avec 98,8 % des voix. De janvier 2018 à février 2019, il est désigné président de l'Union africaine, puis président de la Communauté d'Afrique de l'Est le 2 février 2019.